

---

## [Philippines : la militarisation en faveur des mines porte atteinte aux femmes indigènes](#)

(Photo : Ronalyn V. Olea)

Les Philippines possèdent une grande variété de minéraux : or, cuivre, nickel, chromite, manganèse, fer et argent. L'extraction minière s'est accélérée à partir de l'adoption de la Loi minière de 1995, qui accorde aux transnationales minières étrangères de nombreux droits sur les territoires indigènes, dont la propriété à 100 %, le rapatriement des bénéfices et des exemptions d'impôts, en violation des droits fonciers traditionnels des peuples autochtones.

Les activités minières des entreprises étrangères sont devenues la clé du développement du pays pour le gouvernement des Philippines, qui a mis les domaines ancestraux des peuples indigènes en danger d'invasion et qui a militarisé les territoires des communautés pour forcer l'introduction de projets de développement à grande échelle.

La militarisation a particulièrement atteint les femmes indigènes. « Lorsque nos communautés sont militarisées pour favoriser les intérêts miniers, nous, les femmes indigènes, nous devons non seulement subir la peur et les abus que cette situation apporte mais aussi à la diminution de nos moyens de subsistance. Lorsqu'une région est militarisée, nous avons du mal à nous rendre aux champs à cause des déplacements, des postes de contrôle, des couvre-feux et d'autres types d'abus. Sous l'influence des entreprises étrangères, des soldats du gouvernement et d'autres, le rôle des femmes est en train de changer rapidement dans les communautés indigènes, où il se désintègre et évolue vers la notion de femme-objet.

Du fait de la militarisation, le harcèlement sexuel, l'abus sexuel et la violence sexuelle augmentent considérablement, et cela se passe en toute impunité. Le plus souvent, ces abus sont niés par les militaires, ainsi que par les gouvernements national et local.

La militarisation des régions minières s'est intensifiée en 2008 avec l'introduction de la Force de défense de l'investissement, composée de membres des forces armées du pays et chargée de

---

protéger les projets d'extraction contre ceux qui font obstacle au « développement ».

En novembre 2012, une mission d'enquête internationale de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme a révélé les effets de la militarisation de la région, où l'armée s'est emparée du rôle de faire respecter les lois, où de nombreuses armées privées illégales sont apparues, et où les groupes paramilitaires ont été légalisés. Tout cela contribue à la prolifération de violations des droits de l'homme commises impunément.

Les grandes opérations minières ont des conséquences négatives pour ceux qui habitent à proximité, mais les effets disproportionnés qu'elles ont sur la population indigène rendent cette dernière plus vulnérable à des violations des droits de l'homme de plusieurs sortes, comme l'appropriation de leurs terres qui provoque des déplacements massifs, la destruction généralisée de forêts et de champs agricoles, la pollution des sols et des rivières avec des produits chimiques toxiques, la désintégration de la société et de la culture indigènes, et la marginalisation des femmes en tant que productrices d'aliments dans le cadre de l'économie de subsistance.

Aux Philippines, les Défenseurs des droits des femmes (WHRD) sont à la tête des luttes contre l'industrie minière destructrice dans toutes les communautés du pays, et ils ont été la cible d'agents étatiques et non étatiques, ou des deux sortes agissant en collaboration. Les WHRD indigènes ont joué un rôle important dans le cas de la lutte des habitants de la province d'Ilogos pour éviter l'expansion des mines à ciel ouvert de la société Benguet. L'organisation Sauvons le Peuple de l'Apayao, qui lutte contre l'extraction minière dans la cordillère, est dirigée avec vigueur par des femmes qui s'opposent à l'entrée des entreprises minières Anglo-Américaines (du Royaume-Uni) et Oxiana Gold (australienne).

Des échanges de visiteurs, des voyages d'études dans une région, dans le pays et dans d'autres pays, la mise en commun d'information actualisée sur les mines et des actions entreprises par les femmes et par la population entre les organisations qui s'occupent des affaires minières ont été mises en place afin de fortifier les communautés locales. Grâce à cela, les organisations ont pu réagir sans tarder face à des problèmes urgents, prendre des mesures concertées telles que des barricades et des rassemblements, obtenir la déclaration d'un moratoire sur les activités minières, comme dans le cas des provinces de la région de la Cordillère, et l'ajournement de la mise en œuvre des projets miniers.

Article fondé sur : "Mining and Women in Asia: Experiences of women protecting their communities and human rights against corporate mining," Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD), [http://www.apwld.org/pdf/Mining%20with%20cover\\_opt.pdf](http://www.apwld.org/pdf/Mining%20with%20cover_opt.pdf) ; "Defending Ancestral Lands: Indigenous Women Human Rights Defenders In The Philippines," AWID, <http://www.awid.org/eng/News-Analysis/Friday-Files/Defending-Ancestral-Lands-Indigenous-Women-Human-Rights-Defenders-in-the-Philippines#.UR5ZFvRVJkA.facebook>.